



Motion adoptée par le IV^e congrès confédéral
de la CNT-Solidarité Ouvrière

11, 12 et 13 novembre 2022, Paris

POUR COMBATTRE L'EXTRÊME-DROITE : LA LUTTE DE CLASSE !

Débutée avec la crise économique des années 80, époque de désindustrialisation et de chômage de masse, la montée de l'extrême-droite et des idéologies réactionnaires ne cesse de progresser en France et dans le monde, souvent avec la complicité des extrémismes religieux. La percée fasciste est violente mais, souvent, n'est pas étonnante. La clique au pouvoir joue avec l'extrême-droite depuis des années pour se maintenir pendant que les principaux médias, aux mains des grands capitalistes du pays, diffusent leurs discours haineux à longueur de journées.

La situation s'est aggravée ces dernières années au point que l'hypothèse de leur prise de pouvoir ne relève plus de la fiction. Aujourd'hui en France, les néo-fascistes et conservateurs du RN sont une des principales forces politiques du pays, présente au second tour des élections présidentielles depuis 2017 et disposant désormais d'un important groupe parlementaire.

Historiquement, le fascisme a été une réponse de la bourgeoisie pour se maintenir au pouvoir et maintenir l'exploitation capitaliste face à l'émergence des mouvements ouvriers révolutionnaires. Aujourd'hui, l'extrême droite est toujours la meilleure garante du maintien du système capitaliste en place. En défendant une politique raciste, d'exclusion et de remise en cause des droits d'un grand nombre d'entre nous au nom d'un nationalisme et d'une identité fantasmée, en faisant des étrangères ou des musulmanes des boucs émissaires : elle divise le camp du Travail pour la plus grande satisfaction des classes dominantes.

La fascination de Le Pen ou de son avatar Zemmour pour les dictateurs, Poutine en tête, nous montre que leur accession au pouvoir, la dérive autoritaire et liberticide, la violence systémique s'exacerbent encore. Avec les violences de rue qui se sont multipliées, l'extrême-droite qui porte en elle les germes de la guerre civile, nous montre son vrai visage.

L'expansion de l'antisémitisme est une réalité sociale à combattre. Elle est aujourd'hui instrumentalisée par l'extrême-droite avec la complicité du gouvernement, pour stigmatiser d'autres communautés et s'acheter artificiellement une respectabilité.

Toujours fondamentalement réactionnaire, l'extrême droite est porteuse de régressions sociales pour les minorités victimes du racisme ou LGBTQ+, les femmes, les enfants, les salarié-es... Profondément violent et anti-syndical, son projet est contraire à nos valeurs de solidarité et d'égalité, il doit être fermement combattu !

Quelle stratégie de lutte contre le fascisme ?

Au XX^e siècle, la première vague fasciste (nazisme, fascisme italien, franquisme...) a été repoussée en Europe occidentale par l'alliance ponctuelle des bourgeoisies libérales (au sens politique de l'attachement aux libertés publiques et à la démocratie parlementaire) et des mouvements ouvriers. Cela s'est matérialisé par les différents fronts communs antifascistes de l'époque de la seconde guerre mondiale jusqu'aux « fronts républicains » récents dans les contextes électoraux. Au niveau social et politique, cela a donné le compromis à la base des démocraties et des États-providence d'après guerre, qui n'avait été contesté que par les fractions révolutionnaires du mouvement ouvrier comme la nôtre.

Aujourd'hui les États-providence comme le modèle de démocratie parlementaire sont en crise après 40 ans de dominations des politiques néo-libérales (au sens économique) avec la perspective de bouleversements encore plus profonds avec la crise environnementale en cours. Nous semblons être à nouveau à un tournant historique. Nous assistons à une radicalisation rapide de la bourgeoisie, supposée libérale, au pouvoir qui reprend de nombreuses thématiques de l'extrême-droite et engage de nombreux reculs contre les libertés publiques et les droits sociaux.

Les derniers gouvernements ont poussé loin l'autoritarisme et le racisme : gestion liberticide de la pandémie, lois sécuritaires, répression ultra-violente des mouvements sociaux avec carte blanche à une police en roue libre, loi « séparatisme », chasse aux migrant-es en France et aux frontières de l'Europe... La macronie, qui a souvent repris les codes de langage de l'Extrême-droite (islamo-gauchisme, wokisme...), aura contribué comme jamais à la banaliser et ainsi à la faire monter ! Pour une de ses franges (l'axe Darmanin-Blanquer et la droite sarkozyste) on peut même parler d'hybridation en cours avec l'extrême droite. Cette dérive rapide est en train de faire voler en éclats le « front républicain » électoral qui empêchait concrètement l'extrême-droite d'accéder au pouvoir. Effectivement, quel compromis maintenir et quelle confiance la classe ouvrière pourrait-elle accorder à une bourgeoisie qui semble s'aligner sur ses ancêtres qui jadis ont « préféré Hitler au front populaire » ?

Face à cela, le mouvement ouvrier dont la majeure partie a renoncé à toute modification en profondeur de l'ordre économique et politique actuel, est désarmé. Si un travail fondamental a été fait contre la propagation des idées d'extrême-droite dans le monde du Travail, par les organisations syndicales, comme par exemple dans le cadre unitaire de VISA, il se heurte à un plafond de verre. Dans le cadre du système politique actuel, l'opposition à l'extrême-droite va toujours se terminer dans un cadre électoraliste par des appels au front républicain par les organisations syndicales, de manière plus ou moins claire (« voter contre », « faire barrage », « pas une voix pour l'extrême-droite »). En contribuant à maintenir au pouvoir nos ennemis de classe, cette stratégie contribue au confusionnisme et à la défiance envers les syndicats d'une frange importante des classes populaires qui subissent durement les politiques anti-sociales de ces gouvernements.

Nous refusons de nous enfermer dans un « front républicain » d'autant plus pernicieux que même la gauche institutionnelle peut cultiver le nationalisme et a pratiqué des politiques racistes et anti-sociales quand elle a exercé le pouvoir.

Fidèle aux principes fondateurs d'indépendance syndicale et d'autonomie ouvrière, la CNT-SO refuse de se prononcer dans le champ électoraliste et de donner des consignes de vote, y compris indirectes. Nous pensons que face aux défis de notre époque, le mouvement social et syndical doit pleinement assumer son autonomie et lutter de front contre l'extrême-droite et le bloc bourgeois au pouvoir.

Alors que nos droits et nos libertés sont clairement menacés, l'heure n'est pas aux compromis avec la bourgeoisie mais à la confrontation de classe. Plus que jamais notre avenir n'est pas dans leurs urnes mais dans nos luttes ! La classe ouvrière doit rester unie, c'est en faisant monter les mobilisations collectives dans la rue et sur nos lieux de travail, par la grève et l'action syndicale, avec des revendications claires et unifiantes, que nous pouvons faire reculer le fascisme et le capitalisme ! Cela passe par l'affirmation, pour notre classe, d'un projet de transformation social clair, en rupture avec l'ordre politique et économique actuel au service de la barbarie capitaliste.

La CNT-SO contribuera, au sein de la classe ouvrière, à développer la lutte contre l'extrême-droite et les idées réactionnaires, par tous les moyens : publications, formations, mobilisations, actions culturelles et sociales dans un esprit internationaliste...

La CNT-SO portera au sein des cadres unitaires dans lesquels nous nous investissons (VISA par exemple) et au sein du mouvement social auquel nous participons, ce positionnement antifasciste de lutte de classe et anti-capitaliste.